

Cote du document: EB 2011/LOT/G.5/Rev.1
Date: 31 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3

Annexes

I. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère	5
II. Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe	11
III. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	19
IV. Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI): Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière	25
V. Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA	31

Sigles et acronymes

ARC	Atlas pour le développement rural et les conflits
CD	Comité directeur
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIMMYT	Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé
CLV	Cambodge-Laos-Viet Nam
CPP	Comité de pilotage du programme
CPWF	Programme défi du GCRAI sur l'eau et l'alimentation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFI	Institution financière internationale
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ILRI	Institut international de recherches sur l'élevage
IWMI	Institut international de gestion des ressources en eau
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NARES	Systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant cinq propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 5,25 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: Centre international d'agriculture tropicale (CIAT); Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT); Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI); et Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI)¹.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) CIAT: Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère;
 - ii) CIMMYT: Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe;
 - iii) IFPRI: Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord;
 - iv) ILRI: Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière; et
 - v) IWMI: Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en

¹ L'IWMI est le représentant légal du Programme défi du GCRAI sur l'eau et l'alimentation.

développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons.
 - i) Le programme "Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère" visera à accroître les compétences productives des petits agriculteurs et encouragera l'adoption de techniques améliorées d'alimentation du bétail et de conduite de l'élevage. Il renforcera aussi la sensibilisation à la demande et élargira l'accès aux marchés par la création de liens plus efficaces et efficaces entre les différents acteurs de la filière. Les interventions techniques et institutionnelles seront axées sur l'alimentation du bétail, notamment fourragère, et traiteront les facteurs sanitaires, commerciaux et environnementaux ayant un impact sur la production animale paysanne. Le renforcement des capacités et le partage des connaissances amélioreront les capacités et l'intégration des institutions partenaires et des acteurs de la filière.
 - ii) Le programme "Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe" continuera à développer et promouvoir l'agriculture de conservation en tant que technologie innovante dans les systèmes agricoles reposant sur le maïs. Il donnera aux petits agriculteurs (dont beaucoup sont des femmes) les moyens d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Les institutions locales qui défendent les intérêts des populations rurales pauvres seront aussi renforcées à cet égard. Le projet proposé contribuera à l'obtention de trois des quatre résultats escomptés de la politique du FIDA en matière de dons: 1), 3) et 4).
 - iii) Le programme proposé "Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du nord" est aligné sur les objectifs et les résultats escomptés suivants de la politique révisée du FIDA en matière de dons: 1), 2) et 4). Il a pour but de formuler des recommandations sur la façon dont les politiques, les investissements et en particulier les programmes de développement rural financés par le FIDA peuvent améliorer la résilience aux conflits pour les ménages et les communautés de la région MOAN.
 - iv) Le programme proposé "Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière" contribue en particulier à l'obtention des résultats 1), 3) et 4) de la politique révisée en matière de dons. Grâce aux activités des plateformes locales d'innovation, on peut s'attendre à ce qu'un certain nombre d'innovations techniques et organisationnelles associées à l'amélioration de l'alimentation animale apparaissent, soient évaluées et

mises à l'essai par la recherche-action au profit des petits éleveurs de races bovines laitières et autres acteurs de la filière lait. De plus, en travaillant avec les acteurs locaux à travers les plateformes d'innovation, nous renforcerons la capacité des institutions partenaires à analyser les filières, à détecter les blocages et à mettre en œuvre des solutions visant à renforcer la fourniture d'un appui destiné à améliorer la qualité et la disponibilité des aliments du bétail pour les producteurs laitiers ruraux pauvres. Enfin, et là encore par le biais des plateformes d'innovation, le programme catalysera la détection par les partenaires locaux des lacunes dans les connaissances et mettra en place une stratégie de gestion et de diffusion des savoirs utilisant les voies existantes de transmission des connaissances.

- v) Grâce aux activités proposées du programme "Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA", l'IWMI: a) établira un recueil des bonnes pratiques, approches, concepts et théories du Programme défi sur l'eau et l'alimentation en appui au groupe cible du FIDA; b) les diffusera et les communiquera à toute une gamme d'acteurs; c) par l'intermédiaire de ses partenaires (du GCRAI ou non), pilotera des services de courtage des savoirs à l'intention du FIDA et des autres partenaires de développement en vue de l'intégration de cette base de savoirs; et d) tirera des enseignements et des messages clés qui serviront à la constitution d'un dossier de ressources à usages multiples et seront diffusés plus largement au moyens des services de courtage.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe", accordera un don ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à l'appui d'un programme de deux ans et demi. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère

I. Contexte

1. L'Asie du Sud-Est connaît actuellement une transition alimentaire, due à la croissance économique et démographique qui a pour effet d'accroître les niveaux de la consommation de viande par habitant et consécutivement la demande de produits animaux. Cette évolution des tendances socioéconomiques et commerciales offre aux petits producteurs du triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam (CLV) d'importantes opportunités d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'accroître leur sécurité alimentaire. Pour profiter de ces opportunités et accéder aux marchés, les petits producteurs doivent toutefois surmonter un certain nombre d'obstacles qui les empêchent actuellement de concurrencer les gros producteurs plus spécialisés sur les marchés tant intérieurs que régionaux.
2. L'approvisionnement régulier des marchés est l'une des principales difficultés rencontrées par l'élevage paysan. L'accès limité aux biens de production – terre, crédit et techniques améliorées (relatives à la disponibilité du fourrage et de l'eau) – empêche les paysans de fournir au bétail une alimentation adéquate en qualité et en quantité. En outre, ces petits producteurs connaissent mal le fonctionnement du marché. Pris ensemble, ces facteurs sont un frein considérable à leur capacité de transformer le bétail en produits générateurs de revenus. En l'absence de liens effectifs avec les marchés, les paysans sont peu incités à investir pour améliorer leurs systèmes de conduite de l'élevage.
3. Le CIAT travaillera directement avec les partenaires nationaux de la recherche et de la vulgarisation agricole au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam afin d'améliorer l'accès des paysans aux techniques fourragères et de créer des liens plus efficaces avec les marchés. Il en résultera un renforcement appréciable de la sécurité des moyens de subsistance des petits éleveurs, ainsi qu'un accroissement de la sécurité alimentaire et une réduction de la pauvreté dans le triangle de développement CLV. Le programme démontrera les liens existant entre l'adoption des techniques fourragères d'une part et la création de revenus et la production commerciale d'autre part, ce qui accroîtra la probabilité que les paysans considèrent ces techniques comme concurrentielles et intéressantes en ce qui concernent le rendement de la terre et du travail.
4. Les projets entrepris dans le passé par le CIAT et les partenaires nationaux dans des régions socioéconomiques et géographiques analogues au triangle CLV ont montré que lorsque les avantages de l'amélioration des systèmes de conduite et d'alimentation du bétail sont démontrés aux paysans, les taux d'adoption des techniques sont élevés. Le fait que des processus de reproduction à plus grande échelle aient été entrepris spontanément témoigne de la réussite de ces projets, tels que le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pauvres par l'utilisation accrue du fourrage (don d'assistance technique du FIDA [TAG] 853). Les gouvernements provinciaux ont adopté les méthodes et approches promues par le CIAT (notamment l'amélioration des graminées fourragères et l'accès aux marchés, avec l'évolution consécutive des mentalités et des systèmes) et des activités indépendantes de vulgarisation ont été engagées.

5. Les projets financés au Cambodge et en République démocratique populaire lao par le Centre australien pour la recherche agronomique internationale¹ ont de même réussi à renforcer la sécurité des moyens de subsistance et la résilience des petits agriculteurs pauvres.
6. Pour que les agriculteurs adoptent les systèmes d'alimentation fourragère, le CIAT estime qu'il est important de tirer des enseignements de l'expérience acquise, mais la médiocre réussite des tentatives de reproduction à plus grande échelle dans de nouvelles régions montre que des recherches et des innovations spécifiques supplémentaires sont nécessaires pour modéliser les facteurs géographiques/climatiques et l'évolution des conditions commerciales/socioethniques dans la région CLV. Le projet financé par le FIDA (TAG 853) et destiné à faciliter l'étude des possibilités de transmission des savoirs d'un pays à l'autre, a démontré que des techniques considérées comme viables et efficaces ne peuvent pas être purement et simplement transplantées d'un système dans un autre.
7. Fort des réussites passées, le programme proposé élaborera des méthodes de production et des liens avec les marchés appropriés à différents contextes socioéconomiques et environnementaux afin d'améliorer la production destinée au marché et de créer de nouvelles possibilités de revenus au profit des petits éleveurs.
8. Créé en janvier 2002, le triangle de développement CLV a facilité l'établissement d'un vaste programme régional de développement ainsi qu'une collaboration accrue entre le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam. Animée par le Viet Nam, cette initiative a stimulé l'amélioration de l'accès aux marchés, du commerce et des transports, et encouragé la diffusion des savoirs et des techniques.
9. Bien que la coopération au sein du triangle CLV ait déjà produit des avantages appréciables, le développement ne se fait pas de façon équitable. Les petits éleveurs n'ont pas réussi à profiter des nouvelles possibilités économiques et des sources améliorées de revenu qui se sont présentées. La raison principale en est leur accès limité à l'information et à l'infrastructure moderne. Leur accès à la connaissance des systèmes de production améliorés est médiocre, de même que leur perception de la demande et leur accès aux marchés. Les paysans appartenant à des minorités ethniques sont en butte à des difficultés supplémentaires, leur situation socioéconomique étant aggravée par leur manque de connaissances et de ressources.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

10. D'après les recensements nationaux, les petits exploitants du triangle CLV sont particulièrement désavantagés en ce qui concerne l'accès à l'information et aux marchés, d'où leur faible productivité et leur pauvreté. Cependant, les nouveaux investissements dans l'infrastructure de la région ouvrent des possibilités d'amélioration des moyens de subsistance. La demande de viande dans la région et dans les centres urbains qu'elle dessert est encore supérieure à l'offre, si bien que les systèmes améliorés d'alimentation fourragère constituent une option intéressante pour la création de revenus au profit des ménages de petits exploitants.
11. La majeure partie des activités d'élevage et d'alimentation animale est du ressort des femmes et des enfants. Grâce à ce programme, ils profiteront grandement de la réduction de l'investissement en temps et en travail requis par la production animale reposant sur l'alimentation fourragère.

¹ Les légumineuses fourragères en alimentation d'appoint des élevages porcins villageois en République démocratique populaire lao (L4PP) et l'amélioration des systèmes d'alimentation animale pour accroître l'efficacité de la production bovine au Cambodge (projet d'affouragement des bovins [F4B]).

12. Fort de son expérience de la promotion de l'adoption de l'alimentation fourragère par les petits exploitants dans les trois pays, et de sa bonne connaissance des fourrages tropicaux, des systèmes semenciers et de la conduite de l'élevage, le CIAT dispose d'une solide plateforme technique pour mettre en œuvre le programme proposé.
13. En ce qui concerne les projets d'investissement et les dons actuellement financés par le FIDA dans la région CLV, le CIAT établira des relations de travail étroites avec ces projets de manière à faciliter la reproduction à plus grande échelle, le renforcement de l'impact des projets et la large diffusion des résultats. Ils concourront aussi à l'établissement d'alliances pour l'apprentissage entre les partenaires de développement, qui se sont révélés être de puissants outils pour la création de forums d'échange de l'information à l'intention des parties prenantes des programmes de développement.
14. Résolu à promouvoir et à exploiter les possibilités d'échanges scientifiques, le CIAT a l'intention de renforcer en Asie l'impact des processus de développement au profit des populations rurales pauvres grâce à la mise en œuvre de systèmes innovants.

III. Le programme proposé

15. Le programme a pour objectif général d'améliorer les moyens de subsistance et les revenus des petits exploitants pauvres et marginalisés du triangle de développement CLV grâce à l'amélioration de la productivité des systèmes paysans de culture et d'élevage, et au renforcement de l'orientation vers le marché fondée sur la perception accrue de la demande et l'établissement de liens plus efficaces/efficaces entre les acteurs de la filière élevage.
16. Le programme vise à améliorer les moyens de subsistance des éleveurs manquant de ressources grâce aux techniques d'alimentation fourragère et de conduite de l'élevage, ainsi qu'à des interventions techniques et institutionnelles sur les facteurs sanitaires, commerciaux et environnementaux ayant un impact sur la production animale paysanne. Les conditions du marché et la situation des petits exploitants dans les filières seront améliorées grâce au renforcement des capacités ainsi qu'à l'établissement et à l'exploitation de mécanismes novateurs de partage/transmission des savoirs.
17. Le groupe cible se compose des petits éleveurs pauvres du triangle de développement CLV, les minorités ethniques faisant l'objet d'une attention particulière. Selon la situation de chaque exploitant, l'option la plus profitable et la plus durable sera retenue. Finalement, les méthodes d'intervention du programme dépendront de l'environnement commercial et de la faisabilité technique.
18. Le programme comportera trois grandes composantes:
 - Amélioration des systèmes paysans de production animale dans la zone ciblée, grâce au renforcement des systèmes d'alimentation utilisant les fourrages et les sous-produits de l'exploitation agricole ainsi que de la conduite de l'élevage.
 - Recensement des opportunités commerciales offertes aux petits éleveurs, et promotion de liens améliorés entre la filière et les marchés intérieurs et transfrontaliers.
 - Création de mécanismes de partage/transmission des savoirs (à l'intérieur d'un même pays et d'un pays à l'autre) et renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'établissement de liens Sud-Sud aptes à répondre en particulier aux besoins des petits exploitants appartenant à des minorités ethniques.

IV. Produits et avantages escomptés

19. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
- Meilleure compréhension du potentiel des systèmes d'élevage utilisant les fourrages et les sous-produits de l'exploitation agricole, adaptés aux conditions socioéconomiques et aux normes culturelles en vigueur.
 - Élaboration d'approches novatrices intégrées en appui aux petits éleveurs pour leur permettre de mieux utiliser les ressources disponibles et d'améliorer leurs moyens de subsistance.
 - Connaissance et compréhension améliorées des processus commerciaux dans le secteur spécifique du petit élevage et facilitation des liens avec les marchés par la participation d'autres parties prenantes (par exemple, commerçants, industrie de la viande ou restaurants) et acteurs susceptibles d'apporter leur soutien (par exemple les banques), de façon à ce que les exploitants aient accès aux opportunités commerciales.
 - Facilitation du renforcement des capacités des partenaires et du partage des savoirs au niveau local grâce aux activités villageoises d'apprentissage, aux visites réciproques, à la formation et aux ateliers.
 - Facilitation de la diffusion des savoirs à l'intérieur des pays grâce aux alliances nationales pour l'apprentissage et à l'élaboration de matériel de vulgarisation approprié.
 - Élaboration de mécanismes de diffusion des produits du programme auprès des organismes concernés et de communication efficace des résultats de la recherche aux décideurs politiques.
 - Ferme soutien de la collaboration institutionnelle entre les pays (Sud-Sud) pour l'amélioration des systèmes d'élevage dans les hautes terres.

V. Modalités d'exécution

20. L'exécution du programme sera confiée au bureau pour l'Asie du CIAT à Vientiane (République démocratique populaire lao). Les compétences des partenaires de recherche nationaux et régionaux issus d'organismes gouvernementaux ou d'universités choisies de la région seront mobilisées pendant toute la durée du cycle du programme. Il sera ainsi possible d'acquérir des données de référence, de mener des activités de recherche participative et d'exécuter les interventions identifiées du programme en tenant compte des conditions socioculturelles spécifiques.
21. Le CIAT travaillera avec les partenaires du programme, en particulier ceux qui sont préposés à la vulgarisation agricole nationale, au niveau tant individuel que collectif, aux fins d'élaboration et d'exécution des plans de travail annuels. Le CIAT sera l'agent d'exécution, chargé à ce titre de gérer le budget du programme et de rendre compte au donateur de l'état d'avancement des activités.
22. Le CIAT nommera un coordonnateur du programme, qui sera responsable de la gestion, de l'exécution et de la coordination d'ensemble du programme dans les trois pays visés. Il ou elle sera en poste au bureau régional du CIAT et gèrera les apports des partenaires de recherche internationaux, régionaux et nationaux, ainsi que des consultants du secteur privé appuyant le programme. Le personnel du programme travaillera avec les partenaires de recherche par l'intermédiaire de coordonnateurs nationaux issus des institutions partenaires en charge des systèmes nationaux de recherche agricole.

23. Il sera créé un comité directeur représentant les partenaires clés d'exécution du programme – FIDA/CIAT et principaux partenaires nationaux d'exécution du programme. Ce comité se réunira annuellement, ou selon les besoins, pour examiner et évaluer l'état d'avancement de l'exécution. Il aura pour objectif de veiller à ce que le programme réponde bien aux besoins des bénéficiaires ciblés.
24. On mesurera l'impact global du programme par comparaison entre les résultats des études de référence initiales et finales. On recueillera des données de référence sur les systèmes de moyens de subsistance des petits exploitants et la production animale dans des zones témoins lors du diagnostic et de l'engagement initiaux, ainsi qu'à mi-parcours aux fins de suivi et d'évaluation de l'impact. Le système de S&E établi au début de l'exécution du programme comprendra des indicateurs de niveau des résultats, ventilés par sexe et ethnie.
25. Les partenaires et institutions du programme rendront compte au directeur du programme des activités entreprises, afin de permettre l'élaboration de rapports annuels sur les progrès quantitatifs et qualitatifs accomplis dans l'exécution des activités du programme, comme prévu dans le plan de travail. Des réunions annuelles du programme permettront le suivi-évaluation par les représentants du FIDA et l'examen critique interne des progrès de l'exécution du programme.
26. Le programme aura une durée de quatre ans. En raison du caractère saisonnier de l'approche retenue (période des semis), il faudra au moins quatre périodes de semis pour réaliser une approche itérative et en retirer le maximum d'enseignements.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

27. Le coût total du programme s'élève à 2,0 millions d'USD sur quatre ans. La contribution du CIAT et des partenaires du programme sous forme d'apports en nature sera de l'ordre de 500 000 USD. Les institutions partenaires du programme recevront un financement dépendant de leurs capacités, responsabilités et besoins relatifs à l'exécution des activités comme prévu dans le plan de travail et budget annuel. Les fonds virés par le CIAT aux organisations partenaires seront suivis attentivement et les bénéficiaires subsidiaires seront tenus de présenter des rapports financiers détaillés, répertoriant l'utilisation des fonds. Le CIAT sera responsable en dernier ressort et redevable au FIDA de garantir que les ressources provenant du don sont utilisées conformément aux dispositions de l'accord de financement et pleinement justifiées.
28. Le budget ci-dessous est demandé au FIDA pour financer l'exécution du programme:

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel	395	170
2	Appui à l'exécution	145	35
3	Recherche-action et vulgarisation commerciale	615	40
4	Formation et ateliers	150	25
5	Frais généraux	195	230
	Total	1 500	500

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Poor smallholder farmers in the CLV development triangle benefit from increased incomes and livelihood security.	Productivity increase: <ul style="list-style-type: none"> >10% increase of animals/HH/year >10% increase in animal performance >10% increase in HH income 	Baseline surveys before and after intervention. Regular stakeholder feedback during programme implementation.	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Improve smallholder livestock (LS) production systems through improved feeding and management. 2. Identify and improve access to market chances for smallholder LS producers. 3. Establish knowledge sharing/transfer mechanisms and build capacity within and between countries. 	<ol style="list-style-type: none"> 1a. Increased HH capacity to produce LS by >10% 1b. Increased use of improved systems by >10% 2a. Increased HH income from LS sales by >10% 3a. Increased capacity of extension services to support smallholders (self-assessment) 3b. Fodder innovation actor networks function effectively and are found to be useful by farmers 	Publications. HH surveys, extensionists' self-assessments	National policies support livestock sector and smallholder development. Institutional and policy environment does not preclude functional partnerships. The government supports pro poor and livestock development policies
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> i. Effective delivery systems (innovative communication strategies and on-farm interventions to improve LS systems). ii. Linking farmers to markets, improving market access for smallholder products. iii. Mechanisms for establishing multi-stakeholder alliances, strategic South/South linkages, enable scaling up of improved LS systems. Enhance programme partner capacity. 	<ol style="list-style-type: none"> i & ii.a) Detailed information on agricultural systems and markets available. i.b) Operational improved forage-based feeding and management intervention for scaling-up. ii.b) >200 farmers benefit from effective linkages to down-stream market stakeholders. iii.a) >4 Annual stakeholder & PMC meetings iii.b) > 25 Partners trained iii.c) Innovative communication systems developed and applied 	Databases; Technical leaflets and similar publications;	Government policies support poor smallholder livestock farmers Markets for livestock products continue to grow Convention on biological diversity and intellectual property rights does not limit access to forage genetic resources
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> i.1 Baseline information analysis to identify opportunities and constraints i.2 Participatory development of appropriate LS feeding and management technology i.3 Test and disseminate new system ii.1 Rapid Market Appraisal ii.2 Development of a country specific market linking strategy with traders ii.3 Encourage traders to participate in LS commercialization iii.1 Researcher meetings for progress assessment and South/South linkages iii.2 Establish learning alliances iii.3 Linking to loan projects iii.4 Organize farmer & extensionist training iii.5 Initiate smallholder exchange platforms iii.6 Produce information/extension material 	<ul style="list-style-type: none"> >10 stakeholder workshops & meetings 3 Market linking strategies developed >12 Cross visits and VLAs to promote the developed forage-LS systems >25 farmers benefit from contracted livestock production Regular meetings and cross visits between institutions and sites (>2 per year) >500 farmers & extensionists trained in new methods, program internal up-scaling >10 Farmer clubs, groups or networks established or integrated in the programme Communication and information material developed 	Communication networks Leaflets and technical bulletins Groups records Training feedbacks Impact assessment	Access to forage germplasm is granted Poor livestock keepers demand income generation via improved livestock systems

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe

I. Contexte

1. Les moyens de subsistance de nombreuses familles d'agriculteurs de la région Afrique australe dépendent de la production paysanne de maïs, qui représente de 50% à 90% de la ration énergétique de la population. Or, par suite de la fertilité déclinante des sols et de l'irrégularité des précipitations, les systèmes agricoles traditionnels, tel que celui qui repose sur le maïs, sont devenus insoutenables du point de vue tant économique qu'environnemental.
2. À la lumière de l'expérience acquise dans d'autres régions, et des résultats enregistrés en Afrique australe au cours des sept dernières années, l'agriculture de conservation s'est révélée être une solution viable à ce double problème. L'agriculture de conservation se fonde sur les trois principes suivants: a) travail minimal du sol – c'est-à-dire absence de sarclage ou de labour; b) conservation des résidus de récoltes ("mulch") à la surface du sol; et c) rotation des cultures. Les différences entre l'agriculture de conservation et les pratiques agricoles traditionnelles peuvent toutefois paraître très complexes aux paysans. Les conséquences du changement de l'agriculture classique à l'agriculture de conservation réalisé par les petits exploitants d'Afrique australe ont été étudiées lors du précédent programme financé par un don du FIDA, le Programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe (don n° 898) sur lequel s'appuie le projet proposé.
3. Le précédent projet concernait un petit nombre de communautés et utilisait des méthodes fondées sur l'expérience acquise par le CIMMYT à l'occasion de précédents projets exécutés en Afrique australe, en Asie du Sud et en Amérique latine. Les principaux enseignements qui en ont été tirés sont les suivants:
 - La réduction du travail de préparation du sol est l'un des principaux avantages de l'agriculture de conservation.
 - La lutte contre les adventices au moyen d'herbicides s'est révélée importante dans l'adoption de l'agriculture de conservation en raison de l'économie de main-d'œuvre et de l'augmentation des rendements et de la rentabilité.
 - L'adoption de l'agriculture de conservation entraîne le changement de multiples éléments du système agricole, ce qui exige des systèmes innovants fondés sur l'intervention de multiples agents, et en particulier d'agriculteurs novateurs, pour mettre à l'essai l'agriculture de conservation dans les conditions locales.
 - Les partenaires des réseaux d'innovation doivent partager le même objectif et appliquer leurs propres avantages comparatifs pour lever les blocages qui font obstacle à l'augmentation de la productivité des petits exploitants. Une ONG du Malawi a travaillé à la résolution de ces problèmes de transmission de l'information, et de fourniture du crédit et des intrants, afin d'encourager avec succès l'adoption de l'agriculture de conservation par des milliers de petits exploitants.
 - Le dévouement, le savoir et le dynamisme des agents locaux de vulgarisation est crucial pour la diffusion de l'agriculture de conservation. Des "champions locaux" doivent être identifiés, formés, encouragés et soutenus pour relayer la promotion de l'agriculture de conservation.
 - La participation du secteur privé est nécessaire, notamment celle des fabricants de machines. La production locale d'outils à dents à traction

animale, de semoirs directs et de plantoirs manuels est essentielle pour l'adoption de l'agriculture de conservation.

4. Si les initiatives régionales d'agriculture de conservation bénéficient déjà de nombre de ces enseignements, un certain nombre de lacunes subsistent:
 - Quels sont les principaux facteurs qui ont entraîné des différences dans l'adoption de l'agriculture de conservation par les agriculteurs des communautés ciblées lors de la phase initiale du projet?
 - Les systèmes fondés sur l'agriculture de conservation sont-ils économiquement intéressants pour les femmes et les agriculteurs pauvres en ressources? Quelles en sont les conséquences techniques et politiques?
 - Quels sont les effets à long terme des systèmes d'agriculture de conservation sur la matière organique du sol et les relations culture/eau? L'agriculture de conservation augmentera-t-elle la résilience des systèmes de petite exploitation au changement climatique dans la région?
 - Quelle quantité de paillis convient-il de conserver dans les champs? Quels sont les avantages respectifs de l'utilisation des résidus de récolte comme mulch ou comme aliment du bétail?
 - Quels sont les bienfaits de la rotation des cultures, ses conséquences économiques, ses effets sur la qualité des sols, et quelles sont les meilleures cultures en rotation avec le maïs?
 - Quels sont les effets à long terme du désherbage en agriculture de conservation? Quelle est la stratégie de lutte optimale et la plus économique contre les adventices pour différents types de sols et conditions pluviométriques?
5. Pour répondre à ces questions, entre autres interrogations, le projet poursuivra l'adaptation participative des systèmes d'agriculture de conservation dans des communautés cibles représentatives au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. Le travail communautaire sera maintenu, axé sur la stimulation et le développement de réseaux d'innovation réunissant de multiples parties prenantes, et appuyé par des groupes de discussion constitués d'agriculteurs, des visites d'échange entre agriculteurs et des réunions de planification. Certains domaines clés de recherche nécessitent également le suivi du précédent projet. Ce travail sera étayé par des études socioéconomiques permettant de mieux comprendre les défis et les contraintes que soulève la mise en œuvre des techniques de l'agriculture de conservation, et enfin par le renforcement des capacités des services de vulgarisation.
6. Le projet s'appuiera sur les partenariats réussis et en encouragera de nouveaux au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe afin de renforcer la reproduction à plus grande échelle des méthodes mises en œuvre par le projet ainsi que la diffusion des systèmes d'agriculture de conservation.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

7. Le projet proposé contribuera à la réalisation de l'objectif du FIDA relatif à l'autonomisation des petits exploitants visant à leur permettre d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Le projet escompte y parvenir par la mise en place de systèmes de culture plus durables, réduisant l'impact négatif de l'agriculture sur l'environnement et donnant aux petits exploitants et aux groupes d'agriculteurs les plus vulnérables – les femmes et les enfants – la possibilité et les moyens de mieux affronter le changement climatique, d'améliorer leur sécurité alimentaire, d'atteindre l'autosuffisance et de gérer judicieusement les ressources naturelles.

8. Le projet met à profit les précédents efforts déployés pour renforcer les capacités des agriculteurs de façon qu'ils puissent expérimenter et adopter l'agriculture de conservation; pour soutenir les efforts des multiples parties prenantes, y compris les réseaux de recherche-développement, visant à créer des options à l'intention des populations pauvres, pour l'amélioration de leur sécurité alimentaire et de leurs revenus; et enfin d'encourager les systèmes agricoles propres à conserver les ressources et même à les améliorer.
9. Le précédent projet d'agriculture de conservation financé par le FIDA avait établi des liens avec les projets de développement du FIDA exécutés dans la région, tels que le Programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux au Malawi. Le présent projet collaborera étroitement avec le programme de production agricole durable nouvellement élaboré et également destiné au Malawi.

III. Le programme proposé

10. Le programme vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages de petits exploitants d'Afrique australe ainsi que leurs moyens de subsistance, tout en conservant et en améliorant les ressources naturelles utiles à l'agriculture.
11. Ses objectifs sont les suivants:
 - Recenser les obstacles à l'adaptation et à l'adoption de systèmes fondés sur les principes de l'agriculture de conservation et faciliter leur élimination par l'intermédiaire d'agents multiples associés aux systèmes locaux d'innovation.
 - Soutenir et stimuler le développement de systèmes d'agriculture de conservation adaptés aux conditions locales par l'évaluation participative des techniques de l'agriculture de conservation et la recherche adaptative de façon à résoudre les problèmes relevés dans les parcelles gérées par les agriculteurs.
 - Comprendre les effets à long terme de l'agriculture de conservation sur la productivité et la durabilité des systèmes agricoles et leur résilience aux défis découlant des scénarios probables du changement climatique en Afrique australe.
 - Analyser, évaluer et documenter l'impact de l'agriculture de conservation sur les besoins de main-d'œuvre, la productivité agricole et le risque, pour les différents groupes constitutifs du ménage et en particulier les femmes et les enfants.
 - Faciliter la diffusion de systèmes durables parmi les agriculteurs, les chercheurs, les agents de vulgarisation et les décideurs politiques, par une connaissance et une perception accrues des avantages attachés aux techniques de l'agriculture de conservation et de la gestion de celles-ci.
12. Le projet ciblera les petits exploitants dotés de systèmes agricoles reposant sur le maïs dans les régions d'Afrique australe où la pluviométrie annuelle est supérieure à 500 mm (c'est-à-dire la majorité des petits producteurs de maïs de la région). Le projet concernera neuf communautés agricoles au Malawi, deux en Zambie et cinq au Zimbabwe. En complément du projet, le CIMMYT, en collaboration avec l'ILRI et l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), étudiera la pertinence et l'adoption de l'agriculture de conservation en ce qui concerne les petits producteurs de maïs des zones arides, dans le cadre de projets parallèles financés par d'autres institutions.
13. Grâce au projet, les petits exploitants bénéficieront de la réduction des risques de mauvaise récolte ainsi que de l'augmentation et de la stabilisation des rendements des cultures. L'accroissement de la productivité du maïs et des revenus permettra

aux agriculteurs de consacrer de plus vastes superficies à des cultures de plus grande valeur marchande. Ils bénéficieront en outre de la réduction du travail apportée par les systèmes de semis direct sans labour. Ils auront ainsi davantage de temps à consacrer à des activités rémunératrices, agricoles ou autres, à l'étude, etc. L'idéal serait que le revenu supplémentaire acquis serve à l'achat d'intrants (par exemple, semences et engrais) de façon à accroître encore les rendements de la terre et du travail, et à améliorer la fertilité du sol.

14. Le programme aura une durée d'exécution de deux ans et comprendra les cinq composantes principales suivantes: i) recensement et levée des obstacles à l'adaptation et à l'adoption de systèmes fondés sur les principes de l'agriculture de conservation; ii) soutien et encouragement du développement de systèmes d'agriculture de conservation adaptés aux conditions locales; iii) compréhension des effets à long terme de l'agriculture de conservation sur la productivité et la durabilité des systèmes agricoles, et leur résilience aux défis posés par le changement climatique; iv) analyse, évaluation et documentation de l'impact de l'agriculture de conservation sur les besoins de main-d'œuvre, la productivité agricole et le risque pour les membres des ménages, en particulier les femmes et les enfants; et v) facilitation de la diffusion des systèmes durables par une connaissance et une perception accrues des avantages attachés aux techniques de l'agriculture de conservation et de la gestion de celles-ci.

IV. Produits et avantages escomptés

15. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - Des systèmes d'agriculture de conservation économiquement viables et adaptés aux conditions des différents groupes de petits exploitants pauvres en ressources, en particulier les femmes, mis au point grâce à l'adaptation participative dans le cadre de réseaux d'innovation réunissant de multiples parties prenantes.
 - Des systèmes locaux d'innovation fonctionnant dans cinq communautés au moins de la région en supprimant les blocages au sein des filières entourant les systèmes d'agriculture de conservation adaptés aux conditions locales.
 - Évaluation des avantages apportés par la conservation de différentes quantités de mulch à la surface du sol et des contreparties pour les agriculteurs qui utilisent les résidus de récolte pour nourrir le bétail.
 - Évaluation des effets de l'agriculture de conservation et de différentes stratégies de gestion de la dynamique des populations d'adventices (dont *Striga* spp.) et des conséquences qui en découlent pour la viabilité et la rentabilité des systèmes de petite exploitation fondés sur l'agriculture de conservation.
 - Évaluation des effets à long terme des systèmes d'agriculture de conservation sur la fertilité des sols, la dynamique des ravageurs et des maladies, la productivité et la durabilité des systèmes de culture et de l'effet potentiel de ces facteurs sur la résilience au changement climatique des systèmes d'agriculture paysanne.
 - Quantification des avantages apportés par la rotation des cultures en agriculture de conservation et de l'effet à long terme des rotations à base de maïs sur la qualité du sol et la viabilité économique.
 - Évaluation de l'agriculture de conservation sur les besoins de main-d'œuvre des ménages agricoles, ventilés par sexe et par tranche d'âge, et des conséquences qui en découlent pour les moyens de subsistance familiaux.

- Évaluation des effets des systèmes d'agriculture de conservation sur les revenus des ménages d'agriculteurs et sur la productivité agricole totale dans différentes zones agroécologiques.
- Amélioration des connaissances des parties prenantes en matière de gestion des systèmes d'agriculture de conservation au moyen de cours de formation, d'aides à la décision et de publications.

V. Modalités d'exécution

16. Le projet sera exécuté par le CIMMYT, organisme à but non lucratif et à financement international qui se consacre à la recherche et à la formation sur le blé et le maïs dans plus de 100 pays du monde en développement.
17. Le CIMMYT coordonnera l'exécution du projet et sera responsable de sa gestion technique et financière ainsi que de l'établissement des rapports conformément aux dispositions de l'accord de don. Le projet sera exécuté de concert avec les partenaires des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) locaux. Au Malawi, le CIMMYT travaillera en liaison étroite avec l'ONG Total LandCare (comme c'était le cas dans le projet précédent). En Zambie et au Zimbabwe, le projet sera exécuté avec le concours des organismes gouvernementaux de recherche agricole et d'ONG compétents (Development Aid from People to People) et également de Services de secours catholiques au Zimbabwe.
18. Le CIMMYT se tiendra en liaison avec les projets de développement financés par des prêts du FIDA dans la région Afrique orientale et australe (et spécialement au Malawi), et veillera à ce que les résultats du projet financé par le don proposé soient reliés aux activités des projets d'investissement du FIDA. Le CIMMYT établira aussi des liens avec les nouvelles initiatives du FIDA au Botswana et en Zambie à des fins de collaboration.
19. Dans le cadre des dispositions relatives à l'exécution, un comité directeur (CD) sera constitué pour assurer la supervision du projet. Composé de représentants des principales parties prenantes, notamment les systèmes nationaux de recherche agricole, les ONG, les institutions et les donateurs participant au projet, il se réunira annuellement. Le FIDA sera invité aux réunions du CD et le coût de la participation du personnel du FIDA sera couvert par les fonds provenant du don.
20. Le coordonnateur du projet sera un scientifique expérimenté du CIMMYT résidant dans la région et appuyé par d'autres membres du personnel scientifique du CIMMYT. Des coordonnateurs nationaux, désignés par les partenaires dans chaque pays se tiendront en liaison avec le coordonnateur du projet concernant l'élaboration et l'exécution des plans de travail nationaux.
21. Préalablement à chaque campagne agricole et après consultation des groupes d'agriculteurs des communautés ciblées, des plans de travail et budgets annuels seront établis pour chaque site/pays par le CIMMYT, les coordinateurs nationaux et les organismes collaborateurs des NARES. Conformément aux dispositions de l'accord de don, ces plans seront soumis à l'examen du CD lors de sa réunion annuelle avant d'être présentés au FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

22. Le budget total du projet proposé s'élève à 0,75 million d'USD sur deux ans et sera financé par un don du FIDA. Un montant de 0,227 million d'USD sera pris en charge par les fonds de base, par d'autres projets et par les NARES.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	242	65
2	Frais de voyage	35	11
3	Équipement/véhicules	24	15
4	Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	278	96
5	Formation/ateliers/renforcement des capacités	73	15
6	Frais généraux (11%)	85	25
7	Coûts du système du GCRAI (2%)	13	-
	Total	750	227

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To increase the food security of smallholder farm households in Southern Africa and enhance their livelihoods while conserving and improving the natural resources used for agriculture.	Target communities: 20% yield increase; 20% reduction in child malnutrition; 20% reduction in soil degradation	Impact survey in 10 yrs. - benefits after project	The political situation in southern Africa remains stable.
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identify impediments to the adaptation and adoption of CA systems 2. Support and catalyse the development of locally adapted CA systems through participatory evaluation and adaptive research 3. Understand the longer term effects of CA on productivity, sustainability and resilience to climate change 4. Assess, evaluate and document the impact of CA on labour requirements, farm productivity and risk 5. Facilitate the scaling out of CA systems through increased knowledge and awareness of the benefits of CA 	<ul style="list-style-type: none"> - 5000 farmers are practicing CA and 50% of farmers report yield increases on their CA plots - Farmers practicing CA use 20% less labour, and produce more grain with less risk - At least 50% of farmers in the target have a working knowledge of CA 	<ul style="list-style-type: none"> Partner reports and surveys. Project reports and evaluations Impact assessment reports Peer-reviewed papers 	CIMMYT's partner organizations continue to prioritize CA in their extension
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. CA systems adapted to the needs of smallholder farmers 2. Functional local innovation systems in at least five communities 3. Benefits and trade-offs of crop residue retention evaluated and assessed 4. Different weed control strategies under CA evaluated and documented 5. Long-term effects of CA on soil quality assessed and documented 6. Benefits of crop rotation under CA conditions evaluated and quantified 7. The effects of CA systems on labour, disaggregated by gender and age 8. The effects of CA systems on family income and total farm productivity 9. Improved knowledge of CA systems through trainings and capacity building 10. At least five new hubs of CA activities established to develop and scale out CA 	<ul style="list-style-type: none"> - Results from 15 target communities in three target countries analysed - At least 5 innovation networks are functional in the target areas - Results from 25 research and LT trials analysed and documented - Results of at least three socio-economic surveys summarized - 100 extension agents are conversant and fully trained on CA systems 	<ul style="list-style-type: none"> Project reports and evaluations Socio-economic reports Workshop reports 	Severe drought or other abnormal weather conditions do not prevail in the target communities in more than one season of the project duration.
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1. Local multi-agent CA innovation networks catalysed and facilitated; value chains surrounding the major components CA systems evaluated; Bottlenecks in the value chains of CA systems assessed. 2. Farmer-managed validation plots of CA systems continued; Farmer experimentation with CA in the target communities supported; adaptive research trials designed and conducted based on problems observed; effects of different rates of residue retention evaluated; effects of different grain legumes and cover crops assessed; weed control strategies evaluated under different agroecological conditions 3. Effects of CA practices on soil quality, crop water balance and soil erosion monitored; SOM dynamics and other soil quality indicators investigated; evaluation of longer term 	<ul style="list-style-type: none"> - At least 75 validation plots established in 15 target communities - One soil analysis report on the short and longer term effects of CA on organic matter and water dynamics, crop rotation, soil quality and resilience towards climate change produced. - A review of residue retention strategies and a report on impact assessment compiled - At least one farmer-to-farmer, one training course on CA principles, one 	<ul style="list-style-type: none"> Project reports and evaluations Project reports on soil quality Technical bulletins Peer-reviewed 	Farmers and extension officers continue to collaborate in an efficient manner under this project

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>effects of crop rotations on soil quality and water relations; assessment of effects of different factors contributing to the resilience of CA systems</p> <p>4. Evaluation of the economic and social benefits of CA-based systems; impacts of CA on labour use, farm productivity and risk for different farm groups; analysis of economic viability and farmer appreciation of crop residue.</p> <p>5. Synthesis of impact assessment reports; farmer-to-farmer exchanges; knowledge of CA principles and practices enhanced through study tours, annual planning meetings, technical bulletins, decision guides and peer-reviewed papers</p>	<p>study tour, one evaluation and planning meeting carried out per target country</p> <p>- At least three technical bulletins, presentation of results at two international meetings and two peer-reviewed papers published at the end of the project</p>	<p>papers</p>	

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

I. Contexte

1. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) est, on le sait, particulièrement exposée au risque de conflit. L'instabilité et les effets liés aux conflits ont de graves conséquences sur les niveaux de sécurité alimentaire. L'expérience montre que la production alimentaire décroît en période de conflit, et qu'elle demeure faible même après la fin du conflit. Les communautés rurales sont particulièrement touchées, parce que leur alimentation et leurs moyens de subsistance dépendent de l'agriculture.
2. Il est largement admis que le développement rural constitue un important instrument à l'appui des moyens de subsistance des populations rurales pauvres. Il prépare les petits exploitants et leurs communautés à faire face aux effets négatifs d'une situation de conflit, en leur fournissant les moyens, les ressources, les savoirs et les possibilités supplémentaires sur lesquels compter dans de telles circonstances.
3. Outre qu'il aide les populations rurales pauvres à faire face aux effets d'un conflit, le développement rural intervient directement dans les questions en rapport avec le conflit: pénurie de ressources naturelles (terre et eau en particulier), pression démographique (proportion élevée de jeunes), insécurité alimentaire et pauvreté.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La communauté du développement a de plus en plus pris conscience, au cours des dernières années, que les conflits sont à la fois une importante cause et une tout aussi importante conséquence du sous-développement. La recherche a toutefois négligé les liens entre conflit et développement rural. Pour les responsables des politiques et les partenaires de développement, il est essentiel de comprendre parfaitement ces liens pour pouvoir adapter, de manière optimale, les programmes et projets afin qu'ils bénéficient pleinement aux populations rurales pauvres.
5. On ne sait pas grand-chose du rôle spécifique du développement rural dans le renforcement de la capacité d'adaptation aux conflits, en particulier dans la région MOAN. Le programme vise à combler cette lacune dans les connaissances par la mise en œuvre de méthodes de recherche innovantes. L'IFPRI formulera des recommandations sur la manière dont les politiques, les investissements et en particulier les programmes de développement rural financés par le FIDA peuvent améliorer la capacité d'adaptation des ménages et des communautés aux situations de conflit dans la région MOAN.
6. Le programme, conforme à la stratégie du FIDA en matière de réduction de la pauvreté, a pour buts de: i) favoriser une meilleure compréhension de la contribution que le développement rural peut apporter à la réduction de la vulnérabilité des communautés défavorisées en cas de conflit et au renforcement de la capacité d'adaptation des populations rurales pauvres; ii) promouvoir une meilleure compréhension des impacts que peuvent avoir, sur ces aspects, les divers instruments du développement rural; iii) tirer des enseignements des investissements antérieurs du FIDA dans la région MOAN, et formuler des recommandations concernant de futurs investissements; et iv) fournir un ensemble de produits du savoir sur cette question, à partager entre les parties prenantes.

7. Le programme est pleinement aligné avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, et en particulier l'objectif stratégique 1, qui est de "renforcer la base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des ruraux pauvres, femmes et hommes, et la rendre plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés".

III. Le programme proposé

8. Le programme a pour but de formuler des recommandations sur la manière dont les politiques, les investissements et en particulier les programmes de développement rural financés par le FIDA peuvent améliorer la capacité d'adaptation des ménages et des communautés aux situations de conflit dans la région MOAN. Il proposera également un cadre initial pour aider à comprendre comment les investissements consacrés au développement rural peuvent contribuer à la prévention des conflits. Les trois objectifs clés du programme sont les suivants:
 - i. Déterminer, tester et évaluer les liaisons entre conflit, développement rural et agriculture.
 - ii. Recenser les moyens possibles par lesquels les interventions en matière rurale et agricole peuvent être utilisées comme leviers pour améliorer la capacité d'adaptation des populations rurales pauvres aux situations de conflit.
 - iii. Partager et intégrer les possibilités ainsi recensées en vue de leur adoption par les partenaires nationaux et internationaux (comme le FIDA).
9. Plus particulièrement, le programme vise à aborder, entre autres, les questions stratégiques clés suivantes:
 - i. Quelles sont les interventions spécifiques (crédit rural, routes rurales, subventions aux intrants, etc.) les plus efficaces pour la réduction de la vulnérabilité des populations rurales pauvres face aux conflits?
 - ii. Quelle est la combinaison d'interventions spécifiques et de projets (sur le plan géographique et en termes des composantes) la plus susceptible d'accroître la capacité d'adaptation au conflit?
 - iii. Comment peut-on intégrer et améliorer la conception actuelle des projets et le portefeuille actif du FIDA à des fins d'atténuation des conflits?
10. La méthodologie qui sera adoptée dissociera les interactions concernant les conflits, la sécurité alimentaire et la pauvreté sur la base d'une analyse quantitative. L'analyse de ces relations complexes ira au-delà de simples corrélations, en déterminant les relations de cause à effet entre les variables d'intérêt et les variables de contrôle. Le développement rural, et en particulier les projets appuyés par le FIDA, jouera un rôle de premier plan, soit comme chemin direct vers la sécurité alimentaire et la capacité d'adaptation au conflit, soit comme facteur d'atténuation. Avec ses niveaux multiples, cette analyse, associant des méthodes quantitatives et qualitatives aux niveaux de la région, des pays et des projets, constitue une importante contribution méthodologique.
11. Les composantes du programme sont au nombre de trois:
 - i. **Élaboration d'un Atlas électronique pour le développement rural et les conflits (ARC)**. L'ARC est un outil qui permettra aux utilisateurs d'établir des cartes spécialement adaptées et mettant en relation, par exemple, des indicateurs de pauvreté et de sécurité alimentaire en rapport avec les conflits et leurs résultats – comme la consommation de calories par personne, la pauvreté et la malnutrition infantile – et des déterminants – comme l'accès au marché, le potentiel agricole, la disponibilité en eau, les gisements de gaz et de pétrole, la production de médicaments, et d'autres paramètres et variables économiques, sociaux et biophysiques. Il

prendra également en compte des informations au niveau du projet, et par exemple les données du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA.

- ii. **Typologie des conflits et des moyens de subsistance.** La grande diversité des conflits que connaît la région MOAN rend nécessaire une typologie établissant une classification des pays/communautés en fonction des types de conflit, et des différentes relations existant entre ces conflits et la sécurité alimentaire et la pauvreté. Nombre de ces conflits étant de caractère local, cette typologie sera étendue aux niveaux locaux par la définition de domaines de développement en rapport avec les conflits.
 - iii. **Évaluation à trois niveaux de la connexion conflit/développement rural:** i) analyse internationale; ii) analyse spécifique à un pays; et iii) analyse au niveau du projet. L'analyse internationale consiste en un recensement des principales causes déterminantes de conflit dans la région, en vue d'évaluer la probabilité du déclenchement ou de la durée d'un conflit, et en une série de variables explicatives comme l'insécurité alimentaire. L'analyse spécifique à un pays s'appuie sur les conclusions de l'analyse internationale et les affine pour se concentrer sur les variations au niveau infranational. L'analyse au niveau du projet évalue l'impact et l'efficacité des interventions appuyées par le FIDA en termes de réduction de la vulnérabilité des ménages et des communautés dans les situations de conflit.
12. L'IFPRI fera un usage intensif des données du SYGRI au premier et au deuxième niveau, et au niveau de l'impact, et les complétera le cas échéant par des sources de données secondaires. En outre, une analyse qualitative basée sur des entretiens avec du personnel et des bénéficiaires du projet, des visites de terrain sur les sites de projets et un examen des publications connexes permettront d'approfondir la compréhension des liens entre conflit et capacité d'adaptation. Cette analyse qualitative reposera sur des interviews structurées et éventuellement des enquêtes sur le terrain.
13. Le programme a pour groupe cible principal les populations rurales pauvres et les personnes affectées par l'insécurité alimentaire, qui subissent les conséquences des conflits dans la région MOAN et/ou y sont vulnérables. Ce groupe bénéficiera directement de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et de projets innovants qui améliorent la capacité d'adaptation aux conflits. Le programme apportera également un appui aux gouvernements, aux organisations internationales et à d'autres parties prenantes dans l'utilisation du développement rural comme levier pour renforcer la capacité d'adaptation des populations rurales pauvres par le biais d'une recherche transformationnelle et pragmatique.

IV. Produits et avantages escomptés

14. On attend de ce programme les produits et avantages suivants:
- i. **Produits du savoir.** Un document sur l'approche; un document sur la typologie des conflits et l'analyse internationale; un document pour chacune des études de cas de pays (Égypte, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen); un document sur les interventions de développement rural et une évaluation de leur pertinence pour la réduction de la vulnérabilité aux conflits; un rapport final; divers articles sur les études de cas examinés par les pairs et comportant des recommandations spécifiques; et au moins deux notes sur les politiques.
 - ii. **Ateliers de dialogue et de diffusion.** Examen des résultats au niveau international et au niveau des pays, avec le personnel du FIDA au siège et dans les bureaux de pays; diffusion de résultats par le biais d'une participation à des conférences et des séminaires internationaux; un atelier

d'examen à mi-parcours; et un atelier final avec les principales parties prenantes pour une mise en commun des résultats.

- iii. **Atlas pour le développement rural et les conflits.** Production et distribution de 500 exemplaires de l'ARC sur disque compact; création d'une version en ligne de l'ARC avec un lien vers une imagerie satellitaire; et un atelier de lancement de l'ARC et de formation à l'intention des parties prenantes.
15. Le programme établira des liens directs avec les programmes de pays du FIDA dans la région, en particulier au Soudan et au Yémen.

V. Modalités d'exécution

16. L'IFPRI travaillera avec des partenaires locaux pour: a) choisir et tester des hypothèses et faire fond sur les savoirs locaux; b) collecter et analyser des données, en particulier pour l'élaboration de l'ARC; et c) partager les savoirs par le biais du programme et participer aux ateliers de planification. Des collaborateurs nationaux de plusieurs pays (Égypte, Gaza et la Cisjordanie, Iraq, Jordanie, Liban, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen) seront associés tout au long de l'exécution du programme. La liste des collaborateurs et leurs rôles seront davantage précisés pendant le premier atelier, au cours duquel seront définies les modalités de collaboration. L'IFPRI devra veiller à ce que les ressources provenant du don soient utilisées conformément aux dispositions de l'accord de financement; il en sera responsable et devra rendre compte au FIDA et justifier intégralement de l'emploi des fonds.
17. Un comité de pilotage du programme (CPP) sera constitué; il réunira du personnel pertinent du FIDA et des experts de premier plan ayant l'expérience de la région et compétents en matière de résolution des conflits. Ce comité se réunira au moins une fois par an pour examiner et approuver le plan de travail et budget du programme.
18. Le CPP veillera à ce que le programme soit entrepris au plus haut niveau possible de qualité scientifique, et que les activités soient pertinentes pour le public cible et pour le FIDA. L'IFPRI procédera périodiquement à un examen des activités, et des ajustements y seront apportés, le cas échéant, en consultation avec le CPP et le FIDA.
19. Le suivi du programme prendra pour base un cadre logique axé sur les résultats. Des consultations régulières seront entreprises avec le CPP, qui sera invité à fournir des suggestions et des avis au cours de l'exécution. L'avancement du programme fera l'objet d'un examen à mi-parcours. Un plan détaillé de S&E, basé sur le cadre logique ci-joint, sera élaboré dès le début du programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

20. Le coût total du programme s'élève à 1 609 372 USD, et son exécution s'étendra sur une période de deux ans et demi. Le financement du programme est assuré par une contribution du FIDA de 1 000 000 USD, et par une contribution de l'IFPRI de 609 372 USD, dont 276 038 USD provenant d'autres projets connexes de l'IFPRI dans la région MOAN.

Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel	619	317
2	Frais de voyage	85	10
3	Conférences/ateliers/publications	105	17
4	Centres de service	191	47
5	Frais généraux		218
	Total	1 000	609

Results-based logical framework

Objectives Hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Goal: To have stakeholders and international actors considering the policies/strategies recommended by the project</p>	<p>Min. 10 cases where the project provided inputs for new policies and contractual arrangements by policymakers, international organizations and NGOs</p> <p>No. of rural development intervention designed according to proposed policy recommendations</p>	<p>Analysis/screening of Government and Donors' country strategies and programs</p> <p>Rural development projects' design documents</p>	
<p>Objectives:</p> <p>1. To have rural development interventions in the region conforming to policies recommended by the project</p> <p>2. To have information generated through data analysis and validation transferred into policy briefs</p>	<p>Min. 500 users of ARCs and 10 media reports in national/international newspapers/TV/online reports, 1000 ARC online website visits</p> <p>An approach paper, a paper on conflict typology and cross-country analysis, 5 papers for country case studies, 1 paper on rural development interventions , 1 final report; various peer-reviewed articles on case studies min. 2 policy briefs;</p> <p>No. of cases of adoption of new policies and contractual arrangements by policymakers, international organizations</p> <p>1 seminar on pilot ARC at IFAD HQ, 1 ARC launch with min. 50 participants and 1 seminar in each study country with min. 5 participants</p>	<p>Projects' progress reports</p> <p>Policy briefs, articles in journals, dedicated publications</p> <p>Website downloads</p>	<p>Openness of international partners in changing their strategy</p>
<p>Outputs/Activities:</p> <p>1. Analysis and testing of instruments to assess the correlation between rural development and conflict</p> <p>2. Validation of these instruments leading to knowledge products</p> <p>3. Knowledge products disseminated among stakeholders</p>	<p>Number of databases and no. of IFAD projects whose M&E and RIMS data have been used for ARCs</p> <p>Online data available on conflicts, poverty and food security indicators for the countries</p> <p>No. of countries for which an ARC is created</p> <p>Food security typology available for the countries</p> <p>4 presentations at international conferences, 1 mid-term WS with min. 20 participants, 1 final WS with min 40 participants (Steering committee excluded)</p> <p>Percentage of satisfaction with knowledge products among stakeholders</p> <p>No. of instruments available to projects (e.g. specific recommendations, thematic studies, case studies)</p>	<p>ARC on CDs and online</p> <p>Workshop reports and records</p> <p>Monkey surveys</p> <p>Stakeholder feed backs and participants self-assessments</p>	<p>Sufficient buy-in by IFAD-funded country programs and partners in the proposed activities is achieved.</p> <p>Availability of national collaborators with adequate capacity, or their willingness and ability to develop their capacity</p> <p>Culture of knowledge sharing and learning in participating projects</p>

Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI): Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière

I. Contexte

1. La petite production laitière est un élément quasiment universel de l'exploitation agricole paysanne dans les systèmes d'association cultures/élevage d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud. Or, le manque d'aliments de qualité suffisamment bonne fait obstacle à l'intensification des systèmes de production laitière paysanne qui permettrait d'améliorer les rendements laitiers et, par voie de conséquence, les revenus laitiers des petits exploitants.
2. On a tenté de remédier à cette situation en introduisant ou en promouvant des techniques d'alimentation améliorées au niveau de l'exploitation, mais rarement avec le succès escompté, si bien que de nouvelles approches apparaissent nécessaires. La présente proposition replace l'alimentation animale dans un contexte plus large et reconnaît que le renforcement de l'approvisionnement en aliments du bétail comporte des aspects à la fois techniques et institutionnels. Elle s'appuie aussi sur des travaux précédents, notamment le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pauvres par l'utilisation accrue du fourrage, financé par le FIDA (TAG 853); le Projet d'innovation fourragère (www.fodderinnovation.org), financé par le Ministère du développement international (DFID); le Programme d'intensification de la production laitière et de commercialisation du lait, financé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international; et le Projet de développement laitier en Afrique orientale (<http://eadairy.wordpress.com/>), financé par la Fondation Bill et Melinda Gates. Le programme proposé abordera la pénurie d'aliments du bétail du point de vue de la filière et appliquera les principes des systèmes d'innovation. L'importance accordée aux approches innovantes et à la filière entraînera nécessairement l'examen de questions ne relevant pas strictement de l'alimentation, telles que l'amélioration génétique du troupeau et l'état sanitaire des vaches laitières. Ces questions seront traitées grâce à l'intégration du programme proposé dans le contexte plus large du programme de recherche CRP 3.7 du GCRAI (Accroître la production de viande, de lait et de poisson pour et par des pauvres).
3. Le programme portera sur la filière lait en Inde et en République-Unie de Tanzanie; dans ces deux pays, le lait est déjà une denrée importante, et l'insuffisance prévue de l'offre par rapport à la demande de lait et de dérivés fait ressortir la nécessité d'intensifier la production. L'actuelle diversité des situations institutionnelles permettra de tirer des enseignements susceptibles d'être appliqués dans différents contextes en dehors du programme. En outre, le programme sera exécuté dans le cadre du CRP 3.7, qui offre des possibilités d'aborder les questions plus larges de filière non limitées à l'alimentation du bétail, et de relier la recherche à une somme plus importante de travaux sur la filière lait dans les deux pays considérés.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. En raison de l'échec de l'amélioration de l'approvisionnement en aliments du bétail au profit des petits agriculteurs par la voie technologique, de nouvelles approches plaçant l'amélioration de l'alimentation animale dans un contexte plus large sont nécessaires. Deux idées maîtresses nous aident à cet égard. Tout d'abord, il est nécessaire, quand on aborde les problèmes d'alimentation animale, de prendre en considération les questions de filière. Ensuite, il faut insister sur la nécessité de

renforcer la "capacité d'innovation" du réseau des parties prenantes locales. Le programme expérimentera des moyens de combiner les approches de la filière et de l'innovation afin d'accroître la productivité des vaches laitières au profit des producteurs laitiers pauvres.

5. Le programme proposé contribue en particulier à l'obtention des résultats 1), 3) et 4) de la politique révisée (2009) du FIDA en matière de financement sous forme de dons. Grâce aux activités des plateformes locales d'innovation, on peut s'attendre à ce que des techniques novatrices et des innovations organisationnelles, associées à l'amélioration de l'alimentation animale, fassent leur apparition et soient évaluées et expérimentées par la recherche-action au profit des éleveurs de races bovines laitières et des autres acteurs de la filière lait. En outre, en travaillant avec les acteurs locaux dans le cadre des plateformes d'innovation, la capacité des institutions partenaires à étudier la filière, à détecter les blocages et à mettre en œuvre des solutions visant à soutenir les activités relatives à l'amélioration de la qualité des aliments du bétail et leur disponibilité pour les producteurs laitiers ruraux pauvres sera renforcée. Enfin, et là encore par le biais des plateformes d'innovation, le programme stimulera le recensement des lacunes dans les connaissances des partenaires locaux et mettra en place une stratégie de gestion et de diffusion des savoirs qui s'appuiera sur les voies existantes de transmission des savoirs. Le programme apportera son soutien à un certain nombre de programmes du FIDA, notamment le Programme d'appui aux services agricoles (2007-2014) et le Programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises en milieu rural (2007-2014), en République-Unie de Tanzanie, ainsi que le futur projet d'appui intégré aux moyens de subsistance dans l'Uttarakhand, en Inde.

III. Le programme proposé

6. L'objectif général du programme est de contribuer à améliorer les moyens de subsistance procurés par l'activité laitière en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'intensification de la production paysanne, privilégiant l'amélioration des aliments du bétail et de l'alimentation animale au moyen d'approches de la filière et de l'innovation.
7. Les trois objectifs du programme sont les suivants:
 - Renforcement institutionnel: destiné à accroître le recours aux approches de la filière et de l'innovation parmi les acteurs de la production laitière afin d'améliorer les stratégies d'alimentation des vaches laitières.
 - Augmentation de la productivité: afin d'offrir des options pour des stratégies d'alimentation animale améliorées aboutissant à une hausse des rendements potentiellement génératrice de meilleurs revenus.
 - Partage des savoirs: renforcement des mécanismes de partage des savoirs concernant les stratégies de développement des aliments du bétail aux niveaux local, régional et international.
8. Le groupe cible est constitué par les petits producteurs laitiers d'Inde et de République-Unie de Tanzanie. Les producteurs laitiers pauvres bénéficieront des avantages découlant du programme par l'amélioration de leurs stratégies d'alimentation des troupeaux laitiers, ce qui aura pour effet d'augmenter la productivité et par voie de conséquence les revenus procurés par l'activité laitière. Les femmes en seront les bénéficiaires naturels du fait qu'elles sont principalement responsables de la gestion et de l'alimentation du cheptel laitier dans les deux pays, mais il conviendra d'adopter une attitude proactive en matière d'égalité hommes-femmes de façon qu'elles conservent intégralement leur rôle dans le cadre des systèmes intensifiés. Le programme travaillera directement avec les agriculteurs, mais son impact se fera principalement de façon indirecte: nous nous attacherons à renforcer les capacités d'innovation et les approches de la filière

parmi les acteurs locaux du développement laitier, en particulier ceux qui s'occupent de l'amélioration des aliments du bétail.

9. Le programme, qui sera exécuté sur une période de trois ans, comprendra les trois composantes ci-après:
 - **Renforcement institutionnel:** par la réunion de divers acteurs, y compris ceux du secteur privé, dans le cadre des plateformes d'innovation, le programme facilitera l'analyse des éléments de la filière lait relatifs aux aliments du bétail par les acteurs locaux, notamment les acteurs de la recherche, tels que les NARES indiens et tanzaniens, et autres partenaires.
 - **Hausse de la productivité:** les interventions potentielles en alimentation animale qui se dégageront des plateformes d'innovation seront expérimentées dans le cadre d'une recherche-action menée par les membres des plateformes, en particulier les agents de vulgarisation travaillant avec les agriculteurs et leurs organisations. Des interventions d'ordre organisationnel ou au niveau des marchés concernant l'amélioration de l'alimentation animale seront aussi expérimentées dans le cadre d'une recherche-action menée par des acteurs appropriés, notamment les microentrepreneurs fournisseurs d'intrants, ainsi que d'autres acteurs pertinents de la filière lait.
 - **Partage des connaissances et apprentissage:** les plateformes d'innovation seront aussi le mécanisme central de partage des connaissances et d'amélioration des moyens locaux d'apprentissage. Elles seront utilisées pour évaluer et exploiter les moyens actuels d'apprentissage et pour combler les lacunes du savoir en différents points de la filière. Une stratégie locale du partage des connaissances sera élaborée et appliquée de façon participative dans le cadre des plateformes locales.

IV. Produits et avantages escomptés

10. Une série de réalisations (qui serviront à cadrer les produits du programme) sont escomptées à long terme de l'exécution du programme (très probablement au-delà de la durée de vie du programme):
 - l'utilisation soutenue des approches de la filière et de l'innovation parmi les parties prenantes de l'activité laitière afin de remédier aux blocages de la filière au-delà de la durée de vie du programme;
 - un panier d'options destinées à améliorer les stratégies d'alimentation animale dans des zones ciblées, aboutissant ainsi à une hausse des rendements, potentiellement génératrice de meilleurs revenus; et
 - des mécanismes plus solides de partage des connaissances concernant les stratégies de développement des aliments du bétail au niveau local, régional et international.
11. Le programme réalisera une série de produits dans les domaines du renforcement des institutions, de l'augmentation de la productivité et du partage des connaissances en relation avec l'amélioration des stratégies d'alimentation du troupeau laitier. Les produits prévus sont les suivants:
 - 1.1 Mécanismes destinés à renforcer les capacités d'innovation par l'intermédiaire des plateformes locales des parties prenantes afin de résoudre les problèmes de la filière lait.
 - 1.2 Approches prévoyant la participation des parties prenantes locales à l'analyse des aspects de la filière lait relatifs aux aliments du bétail.

1.3 Recensement des stratégies d'intervention issues de l'analyse de la filière lait.

2.1 Stratégies d'application des innovations locales relatives à l'alimentation animale issues des plateformes des parties prenantes et aptes à augmenter les revenus laitiers.

2.2 Méthodes permettant d'améliorer la diffusion parmi les petits producteurs laitiers des innovations locales relatives à l'alimentation animale et susceptibles d'augmenter les revenus grâce à la hausse de la productivité.

3.1 Mécanismes de partage des connaissances aux niveaux local et régional.

3.2 Mécanismes de partage des connaissances entre les pays participant au programme et entre les projets de recherche-développement à l'échelle mondiale.

V. Modalités d'exécution

12. Le programme sera coordonné par l'ILRI, avec le CIAT pour partenaire principal. La coordination globale sera confiée à un scientifique de l'ILRI ayant une grande expérience des systèmes et des approches d'innovation concernant l'amélioration de l'alimentation animale. Au niveau de chacun des deux pays ciblés, les activités seront coordonnées par un coordonnateur régional. Dans le cas de l'Inde, la responsabilité de la coordination locale sera du ressort de l'ILRI, tandis que dans celui de la République-Unie de Tanzanie, elle relèvera du CIAT. L'exécution du programme national sera assurée au moyen d'importants accords de recherche et fera intervenir un partenaire de recherche et un partenaire de développement dans chaque pays. Un comité de pilotage, constitué du coordonnateur du programme, des coordonnateurs régionaux, de représentants des partenaires nationaux d'Inde et de la République-Unie de Tanzanie, d'un représentant du partenaire de développement, d'un ou de plusieurs représentants du FIDA et d'un représentant du CRP 3.7, se réunira chaque année pour évaluer l'état d'avancement du programme, donner des orientations sur les activités futures et élaborer des possibilités de liaison entre les activités en cours du programme et les programmes nationaux et du GCRAI de plus vaste portée.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le programme sera financé à raison de 79% par une contribution du FIDA, les 21% restants étant pris en charge par les centres du GCRAI (16%) et les partenaires de recherche nationaux (5%). Le coût total du programme s'élèvera à 1 266 386 USD et la contribution du FIDA, à 1 000 000 USD. Il est prévu par ailleurs que ce programme s'inscrira dans l'initiative plus large du développement laitier en Inde et en République-Unie de Tanzanie formulée dans le CRP 3.7. Il sera ainsi possible de lever des fonds supplémentaires, destinés en particulier à l'élaboration d'une composante de partage des connaissances à l'échelle mondiale, et aussi de bénéficier de compétences supplémentaires en matière d'analyse et de développement des filières.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	221	266
2	Frais de voyage	41	
3	Équipement	16	
4	Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	552	
5	Formation/renforcement des capacités	55	
6	Frais généraux	115	
	Total	1 000	266

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improved dairy-derived livelihoods in India and the United Republic of Tanzania via intensification of smallholder production focusing on feed enhancement			
Objectives	<p>Institutional: Strengthen use of value chain and innovation approaches among dairy stakeholders to improve feeding strategies for dairy animals.</p> <p>Productivity enhancement: Develop options for improved feeding strategies leading to yield enhancement and income benefits.</p> <p>Knowledge sharing: Strengthen knowledge sharing mechanisms on feed development strategies at local, regional and international levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> Value chain and innovation approaches prominent in planning and reporting documents of major local development actors New feeding strategies (technical and organizational) involve at least 10% of farmers in study sites. Feed –related innovations emerging from the programme feature in at least 2 knowledge sharing media channels per programme site 	<ul style="list-style-type: none"> Annual planning and reporting documents on local development actors Post-hoc village survey report Copies of media outputs 	No adverse climatic or political conditions
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Value chain and innovation approaches used by dairy stakeholders to improve feeding strategies for dairy cows. Tested options to improve feeding strategies leading to yield enhancement and income benefits. Functional knowledge sharing mechanisms established on feed development strategies at local, regional and international levels. 	<ul style="list-style-type: none"> Local technical and organizational innovations in 2 broad areas per value chain documented and dairy value chain analysis reported by local stakeholders Stakeholder platform reports document two intervention strategies and one scaling out strategy per value chain Intervention strategies emerging from stakeholder platforms feature in local knowledge sharing media outside programme target sites on at least 3 occasions. 	<ul style="list-style-type: none"> Value chain analysis reports Stakeholder platform minutes and reports Copies of media outputs 	Willingness of local actors to experiment with stakeholder platforms
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Identify learning sites, establish local stakeholder platforms, and assess current intervention strategies and innovation processes Participatory value chain assessments, micro-business training, techno-economic analysis of suggested interventions, action research to test promising interventions, use of scaling out approaches to foster change in feeding Identify key existing knowledge pathways, identify knowledge gaps, design and implement local knowledge sharing strategy, establish knowledge sharing fora, synthesize lessons 	<ul style="list-style-type: none"> Learning sites identified, 2 stakeholder platforms per country established, local innovation processes documented in one programme report per country One value chain assessment for each site complete, one micro-business training conducted in each site as appropriate, one techno-economic analysis of interventions conducted in each country, approaches scaled out Knowledge pathways and gaps identified, knowledge sharing strategy designed and implemented, knowledge sharing fora established. 	<ul style="list-style-type: none"> Site descriptions Stakeholder platform inception reports Synthesis report on local innovation processes Value chain assessments Report analysing economic feasibility of interventions Training reports Knowledge sharing strategy document Knowledge sharing fora reports 	Identification and engagement of competent local partners.

Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA

I. Contexte

1. Tandis que l'attention mondiale se reporte sur les problèmes de productivité vivrière, de gestion des ressources naturelles et de conservation des écosystèmes, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement semble de plus en plus éloignée pour les populations les plus pauvres et vulnérables. Sur cette toile de fond, le Programme défi du GCRAI sur l'eau et l'alimentation (CPWF) vise à garantir que les approches dont on a constaté la réussite et le caractère novateur, et qui ont donné des résultats utiles, soient plus largement appliquées, en particulier dans les interventions de développement.
2. Au cours de sa première phase (2004-2008), le CPWF a financé plus de 60 projets dans 10 bassins versants d'Amérique latine (Andes, São Francisco), d'Afrique (Niger, Nil, Limpopo, Volta), d'Asie centrale (Kharkeh) et d'Asie du Sud (Indo-Ganges, Mékong, fleuve Jaune). Une évaluation initiale de ces projets¹ a abouti à la conclusion que nombre d'entre eux livraient des innovations et des enseignements précieux, dont s'est inspirée la conception de la phase 2 du CPWF et de ses activités². Les activités de la phase 1 du CPWF comprenaient des projets qui ont exploité le potentiel des nouvelles techniques de gestion des ressources naturelles pour créer de nouvelles richesses et offrir aux pauvres des possibilités leur donnant accès aux ressources dont ils ne pouvaient bénéficier précédemment.
3. Documentés et partagés de façon appropriée, ces résultats de la phase 1 pourraient être utiles à la recherche-développement en général, et à la conception et à l'exécution des projets du FIDA en particulier.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La phase 1 du CPWF (2004-2009) a produit un ensemble de résultats (approches, méthodes, outils ou techniques) qui constituent des moyens efficaces et novateurs d'accroître les connaissances sur le partage des avantages et qui pourraient être utiles à l'amélioration des interventions en recherche-développement. Bien que plusieurs projets aient produit des innovations commercialisables ou des processus d'adoption précieux, ceux-ci risquent de ne pas entrer dans le champ géographique ou thématique actuel du financement de la phase 2 du CPWF. Pourtant, il convient d'exploiter ces résultats et de les partager avec des partenaires extérieurs à la sphère de la recherche. Un effort plus vaste et intégré pourrait profiter du financement assuré de la phase 2 du CPWF pour reproduire à plus grande échelle, documenter et analyser ces résultats, ce dont le FIDA bénéficierait directement, entre autres choses, grâce à des informations utiles et plus facilement accessibles sur les méthodes de reproduction à plus grande échelle des innovations.
5. Au moyen de ses ressources propres, le CPWF a lancé un programme de recherche sur l'utilisation, qui réexaminera les projets de la phase 1 afin de garantir que les enseignements tirés sur les techniques novatrices produites et sur les méthodes de gestion des projets soient documentés et largement diffusés afin de permettre aux

¹ <https://sites.google.com/a/cpwf.info/phase1>.

² CPWF – les travaux de la phase 2 sont concentrés sur six bassins versants afin d'obtenir le maximum d'impact: les Andes (sept petits bassins), le delta du Gange (Bangladesh, Inde), le Limpopo (Afrique du Sud, Botswana, Mozambique, Zimbabwe), le Mékong (Cambodge, République démocratique populaire lao, Viet Nam), le Nil (principalement les hauts plateaux d'Éthiopie) et la Volta (Burkina Faso et Ghana).

populations pauvres d'exploiter les opportunités présentées par le partage des avantages.

6. L'avantage comparatif dont jouit le CPWF réside dans le fait qu'il réunit un consortium d'institutions appartenant ou non au système du GCRAI et destiné à entreprendre des recherches orientées vers la résolution des problèmes. À ce titre, les caractéristiques principales des projets du CPWF sont notamment les suivantes: i) des approches bien intégrées; ii) une grande diversité de partenaires avec des partenaires nationaux qui prennent de plus en plus les leviers de commande; iii) des liens bien articulés avec la sphère des politiques; et iv) un suivi-évaluation amélioré des résultats et de l'impact³. En outre, le travail actuel du CPWF dans la sphère des politiques sera renforcé par la diffusion d'informations ciblées, qui soutiendront également le travail du FIDA dans la concertation étayée par les faits. En outre, l'attention accrue que porte le CPWF à la pauvreté rurale dans ses processus d'innovation et d'adoption intéresse directement les activités actuelles du FIDA visant la réduction de la pauvreté.
7. Les activités proposées correspondent aux quatre piliers de la stratégie du FIDA en matière de dons: i) des techniques et des approches novatrices en appui au groupe cible du FIDA; ii) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation; iii) le renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir un ensemble de services au profit de la population rurale pauvre; et iv) l'assimilation des enseignements tirés, la gestion des savoirs et la diffusion d'informations.
8. Ces activités appuient aussi les objectifs stratégiques du FIDA: améliorer l'accès aux ressources naturelles (objectif 1); faciliter l'amélioration de la productivité (objectif 2); et influencer sur les processus politiques locaux et nationaux (objectif 6).

III. Le programme proposé

9. L'objectif général du programme est d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales pauvres qu'on appuie pour leur permettre de mettre en œuvre les approches du CPWF visant à améliorer la gestion de l'eau de manière à accroître la production unitaire de la terre, de l'eau et du travail. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: a) reproduire à plus grande échelle et valider les innovations issues du CPWF afin d'atteindre un plus grand nombre de communautés grâce à la création d'espaces politiques, institutionnels et techniques appropriés; et b) appuyer la mise en œuvre croissante des innovations issues du CPWF par les principaux organismes nationaux/régionaux de planification, les partenaires de développement et le FIDA, dans leur tâche de planification et leurs opérations.
10. Les groupes cibles sont les spécialistes du développement, les planificateurs et gestionnaires publics, les NARES, les programmes de pays du FIDA et les autres organismes donateurs, ainsi que les ONG, qui auront accès aux innovations expérimentées sur le terrain, aux processus d'adoption et à d'autres connaissances relatives à la gestion des ressources naturelles. Les principaux bénéficiaires seront les populations rurales pauvres ayant peu accès aux ressources naturelles et qui bénéficieront des processus d'apprentissage et des capacités accrues des planificateurs du développement en matière de conception et d'exécution.
11. Le programme aura une durée de deux ans et comprendra les trois composantes suivantes:
 - élaboration d'un dossier de ressources à usages multiples sur les innovations et les processus d'adoption du CPWF, présentant les résultats reformulés de 19 projets de la phase 1 du CPWF;

³ Le CPWF a été la première initiative du GCRAI à expérimenter et à adopter l'approche de l' "itinéraire d'impact" à présent mise en œuvre dans l'ensemble du système du GCRAI, et spécialement dans le cadre de la nouvelle organisation de ses programmes de recherche en consortiums.

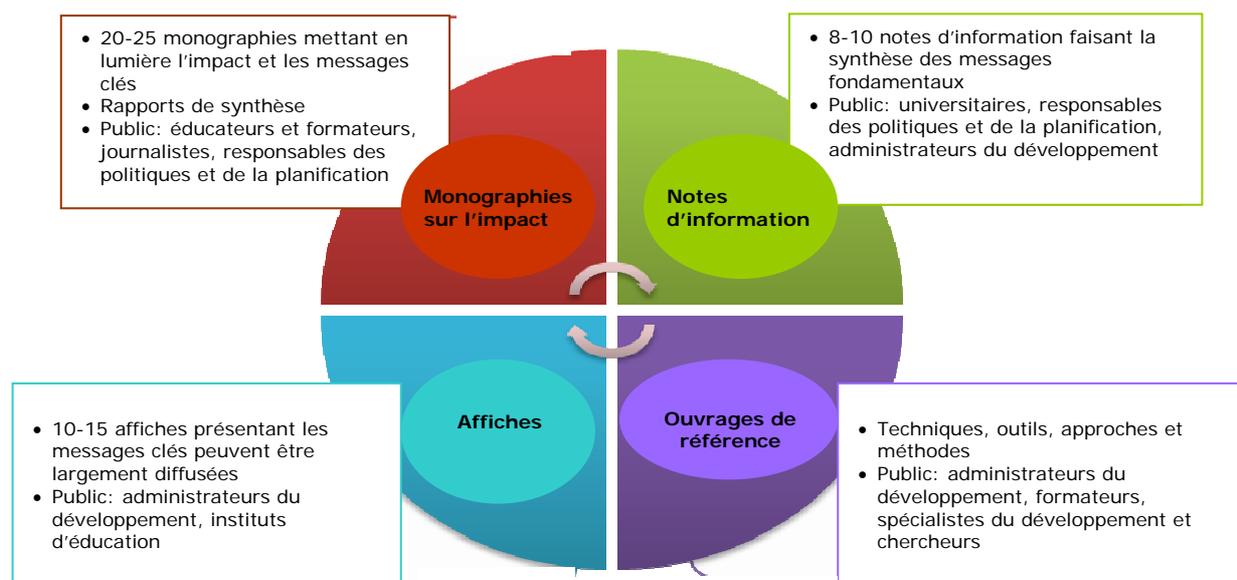
- reproduction à plus grande échelle de cinq projets choisis du CPWF; et
- création d'un service de courtage répondant aux demandes ciblées émanant du FIDA et d'autres partenaires de développement.

IV. Produits et avantages escomptés

12. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:

Produit 1: Publication et diffusion d'un dossier de ressources à usages multiples présentant l'expérience de projets pertinents du CPWF

13. Ce dossier comprend une série de matériels portant sur l'exécution, l'éducation et le plaidoyer, produits spécialement à l'intention d'un ensemble de groupes cibles. Chaque matériel s'appuie sur les autres et doit être considéré comme complémentaire.
14. Il répertoriera les bonnes pratiques, approches, concepts et théories sur un sujet particulier, et recueillera des informations scientifiques qu'il présentera de façon qu'elles soient accessibles à différents publics cibles.
15. Il ne sera pas axé uniquement sur les questions techniques, mais il mentionnera aussi les approches et les processus qui ont été au cœur de la recherche au cours de la phase 1 du CPWF et qui se sont révélés utiles pour une plus large application.



16. Les matériels seront élaborés principalement comme exercice de gestion des connaissances, dans lequel les notions scientifiques complexes sont reformulées pour présenter des matériels intéressants, à l'usage d'un ensemble de parties prenantes. Les matériels seront recensés et réécrits, de manière à extraire les messages et processus clés.
17. Ils seront utilisés pour appuyer les services pilotes de courtage à l'intention du FIDA et des autres donateurs et organismes partenaires, afin de mieux aligner les interventions de développement (voir résultat 3 ci-dessous). Il est souhaitable que les matériels élaborés dans le cadre de cet effort de reformulation soient utilisés comme vecteur de communication également au cours de la phase 2 du CPWF.

Produit 2: Reproduction à plus grande échelle des interventions de développement sur la base de l'expérience des projets expérimentés et analysés de la phase 1 du CPWF dans les bassins versants respectifs

18. En investissant dans des projets de "recherche-utilisation", des moyens particulièrement efficaces de tirer des enseignements de l'exécution de la phase 1 du CPWF pourront être dégagés. Pour parvenir à ce résultat, le CPWF vérifiera, de concert avec les institutions locales et nationales de développement, la pertinence et l'acceptabilité des résultats des recherches précédentes aux fins des interventions de développement. Le résultat sera la reproduction à plus grande échelle des processus qui ont réussi et la publication de méthodes innovantes dans le dossier de ressources à usages multiples destiné à en faciliter l'adoption par les décideurs.
19. Les projets de recherche-utilisation constituent un petit nombre de projets de la phase 1 du CPWF ouvrant d'importantes possibilités d'accroissement de l'impact par voie de diffusion et de reproduction à plus grande échelle. Cinq projets seront choisis sur la liste des 19 projets dont l'évaluation est proposée, et appuyés pendant deux années supplémentaires afin de recueillir les fruits de leurs innovations initiales. Les activités de ces projets consisteront à élaborer des modèles, des interventions dans l'ordre des politiques et des infrastructures ciblées. Des documents analytiques seront aussi établis pour saisir les innovations, mécanismes et approches communes.

Produit 3: Le service de courtage est en place et contribue à l'amélioration des programmes de pays du FIDA

20. Les 19 projets du CPWF présélectionnés couvrent au total 27 pays. Dans ces pays, les programmes de pays du FIDA bénéficieraient directement des innovations et des processus d'adoption du CPWF. Ce résultat exigera un effort particulier du CPWF afin de mobiliser des spécialistes chargés d'apporter un soutien spécifique au niveau des COSOP et des projets (conception ou exécution).
21. Les services de courtage envisagés consistent en missions d'appui à la conception ou à l'exécution qui mettront à profit les informations plus utiles et plus facilement accessibles. Les informations fournies permettront une reproduction et une transposition à plus grande échelle plus systématiques des possibilités. En particulier s'agissant de conception, les méthodes et les expériences couronnées de succès dans un contexte donné se sont révélées intéressantes pour le FIDA.
22. L'obtention de ce résultat nécessitera une coordination et une collaboration excellentes entre la Division des politiques et du conseil technique du FIDA (PTA) et le CPWF, et repose sur l'effort actuellement déployé par PTA pour analyser les activités relatives à l'eau dans le portefeuille courant afin de mieux identifier les innovations ou les processus d'adoption qui seraient les plus utiles pour un projet donné du FIDA.

V. Modalités d'exécution

23. Le CPWF exécutera ce programme par l'intermédiaire de l'IWMI, son représentant légal. Le directeur du CPWF pour l'innovation et l'impact sera responsable de la coordination générale du programme. Il ou elle sera secondé(e) par les responsables des six bassins de la phase 2 et l'équipe de gestion des connaissances du CPWF. Les projets de recherche-utilisation seront supervisés par le directeur du CPWF pour la recherche.
24. Au CPWF, le suivi est considéré comme un processus permanent, comprenant la collecte de données relatives à des jalons et à des indicateurs destinés à renseigner la direction du CPWF et les principales parties prenantes sur les progrès réalisés tout au long d'itinéraires de résultats préalablement convenus et sur la façon dont les fonds sont dépensés. Les outils utilisés par les projets sont les rapports initiaux,

les rapports semestriels de situation et les rapports annuels qui sont examinés avec la direction du CPWF afin de garantir la bonne marche des activités et de procéder à tout changement nécessaire.

25. L'évaluation périodique exige l'utilisation des données du suivi et d'informations provenant d'autres sources afin de déterminer un ou plusieurs des points suivants: la pertinence continue des itinéraires de résultats, les nouvelles possibilités, la nécessité de modifier les plans de travail, la qualité de la science, l'efficacité en matière de développement, l'impact et la durabilité. Le CPWF suit et évalue les enseignements du programme concernant la façon dont les produits du programme conduisent ou non à des effets de développement; c'est ce qu'on appelle le S&E de l'apprentissage. Cette proposition de programme est le résultat de ces processus intégrés de suivi et d'évaluation qui seront à leur tour appliqués aussi à ce projet.
26. Il sera créé un comité de pilotage du programme composé du personnel du CPWF et de la Division PTA du FIDA. Ce comité se réunira une fois l'an pour évaluer les progrès accomplis par rapport à des jalons convenus et proposer toute révision ou tout changement nécessaire.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

27. Le coût total du programme s'élève à 2,874 millions d'USD, dont 1 million est demandé au programme de dons d'un montant important du FIDA. Des fonds de contrepartie proviendront du budget de base du CPWF, spécialement pour la composante 2 relative à la recherche-utilisation. Des fonds de contrepartie supplémentaires seront sollicités pour le courtage des enseignements tirés du CPWF. Ces fonds supplémentaires correspondent au financement d'un service de gestion des connaissances.
28. Le CPWF, par l'intermédiaire de l'IWMI, son représentant légal, opère dans le cadre des directives financières du GCRAI.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	585	1 417
2	Services professionnels/consultants	98	69
3	Frais de voyage	108	98
4	Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	94	18
5	Frais généraux	115	272
	Total	1 000	1 874

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improved food security and livelihoods of poor rural communities which are supported to utilize CPWF approaches for improved water management, which allows higher production per units of land, water and labour	Target communities' livelihood indicators show improved income and health	Participating country data and census and FAO statistics	Farmers are able to manage risks of adopting new approaches and have organizational capacities for collective management activities. Weather, crop diseases and other factors do not impede yield improvements
Objectives	Validated CPWF innovations scaled up to reach more communities based on having developed appropriate policy, institutional and technical spaces Key national/regional planning agencies and development partners and IFAD use CPWF innovations in their planning and operations	Innovations and adoptions processes in key project development events. CPWF innovative processes, tools and technologies considered beyond the initial project intervention sites. Some IFAD country programmes actively use CPWF brokerage service in the development of country strategies	Strategic documents	Policy makers, water management project staff and IFAD staff are convinced to integrate the innovative approaches developed during CPWF Phase 1 and documented through this project. Social outreach by implementing partners / mobilizes communities beyond project sites
Outputs	1. Publication and dissemination of a multi-purpose resource package compiling CPWF pertinent project experience. 2. Scaled up development interventions based on CPWF Phase 1 tested and analysed project experience, in respective watersheds. 3. Brokerage service in place and contributing to improved IFAD and others country programmes.	Sourcebook available in print and on website Peer-reviewed publications about up scaling synthesis available	CPWF website COSOP documentation Register of client interaction	Human resources available. Full documentation of Phase 1 projects accessible to project actors. Synergies and synchronization with similar knowledge services incorporated
Key Activities	1. Elaboration of the multi-purpose resource package: 1a. Revisiting of 19 projects from CPWF Phase 1 for marketable innovation outputs and/or adoption processes (leads into 2a); 1b. Stakeholder workshops in each of the 10 Phase 1 basins (part of the documenting process) to identify innovations & processes; 1c. Documentation of lessons learnt in appropriate form (resource package of implementation, educational and advocacy materials e.g. impact stories, briefing notes, sourcebook, video, website etc.); 1d. Publishing and dissemination of resource package. 2. Scaling up of selected CPWF projects: 2a. Assessment of innovation outputs &/or adoption processes; 2b. Developing models for scaling up research outputs in close interaction with policymakers in the respective basins; 2c. Documentation of lessons learnt - feeding into 1c. 3. Brokerage services provided to IFAD and other agencies with respect to best practices	Project assessment reports published Stakeholders workshop held and reported incl. participants' evaluations Multi-purpose resource package available in print and on website Peer-reviewed publications about up scaling synthesis available Customer's satisfaction annual surveys	Reports, publications, Steering Committee reports	Agreement of milestones and timeline. Timely budget availability. For 2: previous project teams are still available to continue and scale up project activities.